Entretien sur les néoconservateurs américains (2007/08)

Comment pourrait-on définir le néoconservatisme américain ? Qui sont les néoconservateurs ? Quelle est la genèse de leur idéologie ? Quelle est leur vision du monde ?

Pour comprendre le néoconservatisme, il faut remonter jusqu'aux années 1960, époque à laquelle on voit de jeunes intellectuels américains se rapprocher progressivement de la droite, alors représentée par la *National Review*, et de spécialistes des relations stratégiques comme Albert Wohlstetter. Venant souvent de la gauche, ils restent attachés au New Deal roooseveltien, mais critiquent le libéralisme de la « Grande Société ». Ce sont eux qui vont créer des revues comme *The Public Interest* ou *The National Interest*. Ils seront rejoints au cours de la décennie suivante par Norman Podhoretz, alors rédacteur en chef de la revue *Commentary*, qui fut fondée en 1945 par l'American Jewish Committee. Parmi eux, on trouve des essayistes qui ne vont pas tarder à se faire connaître, comme Nathan Glazer, Irving Kristol, Daniel Patrick Moynihan, Martin Seymour Lipset, Daniel Bell, Michael Novak, James Q. Wilson ou Midge Decter. Michael Harrington fut le premier à les traiter de « néoconservateurs », terme à l'origine plutôt péjoratif qui s'imposera dans les années 1970. Le mouvement prend son essor autour de deux revues, *The Public Interest*, fondé en 1965 par Irving Kristol et Daniel Bell, et *Commentary*.

Alors que la première génération comprenait surtout des intellectuels new yorkais, la deuxième rassemble plutôt des universitaires ou des activistes politiques démocrates de Washington, qui se considèrent comme les gardiens du « centre vital » théorisé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par l'historien Arthur Schlesinger. Ce sont eux qui fondent en 1972 la Coalition for a Democratic Majority et que l'on retrouve en 1976 à la direction du Committee on the Present Danger, qui milite pour une forte augmentation des dépenses militaires. A la même époque, ils soutiennent la campagne présidentielle du sénateur démocrate Henry Scoop Jackson, qui est à la fois un partisan du New Deal et un « faucon » hostile à toute forme de détente vis-à-vis de l'URSS. C'est à cette deuxième génération, déjà particulièrement sensible aux questions internationales, qu'appartiennent des gens comme Richard Perle, Paul Wolfowitz, Elliott Abrams, Carl Gershman, etc. On les appelle alors parfois les « Jackson Democrats ». Jackson, on le sait, sera finalement battu par Jimmy Carter.

Une nouvelle génération émerge dans les années 1980, principalement représentée par Paul Kagan, Francis Fukuyama, Douglas Feith, William Kristol (fils d'Irving Kristol), Daniel Pipes, Jeane Kirkpatrick et quelques autres. Là aussi, ce sont les problèmes extérieurs qui

retiennent le plus souvent leur attention. Ils contestent la légitimité de l'ONU, défendent inconditionnellement l'Etat d'Israël, et commencent à se rapprocher du camp républicain.

Les néoconservateurs vont de fait être très présents autour de Ronald Reagan, lui-même ancien membre du Committee on the Present Danger, qui manifeste alors des sentiments d'hostilité absolue à l'« empire du Mal » soviétique. Richard Perle, Jeane Kirkpatrick, Eugene Rostow, Elliott Abrams, pour ne citer qu'eux, vont faire partie de l'administration Reagan. Un grand nombre de néoconservateurs deviennent alors républicains, quelques uns d'entre eux, comme Richard Perle, conservant leur affiliation formelle au parti démocrate.

Après Reagan, les néoconservateurs connaissent une traversée du désert, d'autant que la fin de la guerre froide les prive d'une partie de leurs arguments. Adepte d'une politique internationale plus « réaliste », George Bush père les tient à l'écart. Mais la montée en puissance du « péril islamiste » ne va pas tarder à les remettre dans la course. A la fin des années 1990, le néoconservatisme entre encore dans une nouvelle période. Avec des têtes nouvelles comme Robert Kagan (fils de Paul Kagan), éditeur avec William Kristol de l'hebdomadaire *The Weekly Standard*, mais aussi Max Boot, Michael Ledeen, Lawrence Kaplan, Charles Krauthammer, etc., on peut considérer qu'il est désormais passé complètement à droite.

En 1996, William Kristol et Robert Kagan publient dans la revue *Foreign Affairs* un essai intitulé « Vers une politique étrangère néoreaganienne », où ils affirment que « les buts moraux et les intérêts nationaux fondamentaux [de l'Amérique] sont presque toujours en harmonie ». L'année suivante voit la création du Project for a New American Century (PNAC), un *think tank* étroitement lié à l'American Enterprise Institute de Washington, dont William Kristol prend la présidence. L'objectif est clairement affiché : il s'agit faire du XXIe siècle un « nouveau siècle américain », de consolider le leadership des Etats-Unis en empêchant l'émergence dans le monde de toute puissance rivale, de créer un nouvel ordre mondial fondé sur le consensus moral, de multiplier les interventions militaires en s'appuyant sur des coalitions de circonstance (« la mission définit la coalition ») et non sur les alliances classiques, etc. Parmi les 25 signataires de la charte du PNAC se trouvent plusieurs futurs hauts dirigeants de l'administration Bush fils : Dick Cheney, Ronald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Peter Rodman, Elliott Abrams, Lewis « Scooter » Libby, etc. Richard Perle, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, John Bolton, actuel représentant des Etats-Unis à l'ONU, font aussi partie du projet.

Dès l'élection de George W. Bush, en l'an 2000, les néoconservateurs se voient attribuer des postes-clés dans l'administration, où ils bénéficient tout particulièrement de la protection du vice-président, Dick Cheney. C'est ce qui va leur permettre de s'imposer par rapport aux représentants de la droite chrétienne, évangélique et morale, eux aussi très présents à la Maison-Blanche, mais aussi de l'aile « réaliste » du parti républicain, représentée par Colin Powell ou George Bush père

Leur credo est l'interventionnisme. Les Etats-Unis doivent, selon eux, être « reconnus comme la nation-phare des droits de l'homme ». S'appuyant sur leur propre histoire, ils doivent « exporter la démocratie et la liberté » partout dans le monde par le moyen du « *hard power* ». L'idée que l'Amérique, devenue la seule grande puissance mondiale depuis l'effondrement du système soviétique, doit s'occuper de tous les grands problèmes de la

planète, va très vite prendre des allures de doctrine officielle (ce qui aura pour effet marginal de déclencher dans le monde une vague d'anti-américanisme sans précédent.

Pour résumer, on peut donc dire que le néoconservatisme est de toute évidence une idéologie néo-impérialiste, mais avec des particularités propres qui interdisent de le confondre avec d'autres tendances du même genre. Il se distingue nettement, par exemple, de l'impérialisme de l'école « réaliste » qui, de Hans Morgenthau à Richard Kissinger, n'a jamais hésité à composer avec les dictatures, et même à en instaurer. Les néoconservateurs reprennent l'idéalisme moral du président Wilson, mais en y ajoutant une composante militaire accentuée, d'où l'expression de « wilsonisme botté » employée par Pierre Hassner.

Ils se distinguent par ailleurs nettement des « paléoconservateurs », volontiers isolationnistes, et aussi des libertariens, qui sont généralement hostiles aux aventures militaires (même s'il y a aussi des « faucons libertariens », comme Tim Starr, Kevin Bjornson, Bob Hunt ou Randall Herrst). Les paléoconservateurs se réclament surtout d'Edmund Burke et, parmi les auteurs plus récents, de Russell Kirk. Il y a chez eux un parfum de nostalgie réactionnaire ou tory qu'on ne trouve absolument pas chez les « néocons ». Mais en fait, ce qui distingue le plus les néoconservateurs à la fois des paléoconservateurs et des libertariens, c'est leur étatisme, dont témoigne l'explosion du budget de l'Etat, et aussi l'évolution de la dette (l'endettement américain atteint aujourd'hui plus de 230 % du produit national), sous les deux présidences qu'ils ont le plus influencées, celle de Reagan et celle de George W. Bush. La croissance de l'Etat leur semble un phénomène naturel inévitable, même s'ils sont par ailleurs hostiles à l'Etat-Providence pour ce qui est des budgets sociaux. En d'autres termes, ils souhaitent augmenter les dépenses de l'Etat en matière de sécurité et de défense tout en diminuant les prestations sociales.

Un personnage est souvent présenté comme le véritable « père » du néoconservatisme outre-Atlantique. Il s'agit de Leo Strauss. Qu'en est-il vraiment ?

On l'a beaucoup dit, mais il y a de bonnes raisons d'en douter. Certains polémistes ont même assuré que, par l'intermédiaire de Leo Strauss, Carl Schmitt était le véritable maître à penser des néoconservateurs américains ! Dans mon livre, *Carl Schmitt actuel*, je me suis employé à dissiper cette fable. D'une part, la philosophie politique de Leo Strauss se distingue totalement de la théologie politique de Carl Schmitt (que les néoconservateurs n'ont de toute évidence jamais lu). D'autre part, Leo Strauss n'a jamais rien écrit en matière de politique étrangère. Ses travaux de philosophie politique, qui ne sont d'ailleurs pas sans intérêt, reposent avant tout sur une critique argumentée de l'historicisme et du relativisme moral. Les néoconservateurs qui, à l'Université, ont parfois été ses élèves ou plus généralement les élèves de ses disciples, peuvent éventuellement partager sa critique du relativisme moral (bien que beaucoup d'entre eux se réclament plutôt de la morale de Kant, fondée sur la raison). C'est le cas de Paul Wolfowitz, par exemple, ou encore de l'essayiste et philosophe Allan Bloom, qui servit de modèle au romancier Saul Bellow dans son livre intitulé *Ravenstein*. Mais je vois mal comment les « néocons » pourraient adhérer aux critiques que Leo Strauss adressait à l'idéologie de la modernité. Ce n'est assurément pas l'influence de Strauss qui explique la guerre en Irak !

On dit les néoconservateurs actuels passés du gauchisme au conservatisme. Vrai ou faux ? Finalement, le mythe trotskyste de la révolution permanente qu'ils défendaient dans leur

jeunesse n'est-il pas plus dangereux sous la forme capitaliste libérale qu'ils défendent et appliquent aujourd'hui ?

Il y a quelques liens avec le trotskysme dans la première génération du mouvement. Irving Kristol, considéré comme le « pape du néoconservatisme », a par exemple milité dans sa jeunesse, alors qu'il était étudiant au City College de New York, dans les rangs de la Young People's Socialist League, alors affiliée au Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskyste de l'époque. Lors de la crise qui éclata fin 1939 à l'intérieur du WSP, il rejoignit une faction animée par James Burnham et Max Shachtman, qui radicalisait la critique de l'Union soviétique en considérant que celle-ci avait perdu toutes les caractéristiques d'un Etat ouvrier (position qui n'était pas celle de Trotsky). James Burnham, théoricien de l'ère des managers, deviendra par la suite l'un des principaux contributeurs de la *National Review* de William F. Buckley, tandis que Shachtman forgera des alliances avec les libéraux du parti démocrate.

Il ne faut pas surestimer ce « troytskysme de jeunesse » des « néocons » de la première génération. Bien entendu, on peut toujours faire un parallèle entre la « révolution permanente » prônée par Trotsky et la « conquête permanente » à laquelle les néoconservateurs assimilent l'action internationale, et en tirer l'idée qu'il y a un côté révolutionnaire dans le néoconservatisme, en l'occurrence l'idée qu'on peut changer le monde par des actions radicales. Francis Fukuyama, le théoricien de la « fin de l'histoire », qui a été longtemps proche des néoconservateurs, mais a depuis rompu avec eux, s'abstenant même de soutenir la guerre en Irak en 2003 et multipliant aujourd'hui les critiques contre l'administration Bush, déclarait en juin dernier à Moscou : « L'idée du léninisme consiste à accélérer, par des méthodes violentes, le processus de développement et de modernisation. C'est ce que l'administration Bush, selon moi, a décidé de faire à l'échelle mondiale : accélérer par la force le processus de démocratisation ». Cela n'est pas faux, mais une telle remarque ne va pas très loin.

Les néoconservateurs de la deuxième et de la troisième génération ne sont pas d'anciens trotskystes, mais plus généralement d'anciens démocrates qui ont évolué vers la droite. Quant à ceux de la plus récente génération, ils n'ont aucune racine à gauche. Ce sont des conservateurs de droite à part entière, même s'ils sont plus « libéraux » que les paléoconservateurs sur certaines questions de société.

Comment les néoconservateurs sont-ils peu à peu arrivés au sommet de l'Etat ? Quelle a été leur stratégie ?

Ils ont bien entendu utilisé toutes les ressources du « lobbyisme » habituellement utilisées par les *think tanks*. Mais ils doivent aussi leur succès, d'abord au basculement à droite d'une large partie de l'opinion publique (en l'an 2000, 46 % des Américains se déclaraient des chrétiens « *born again* »), ensuite et surtout au fait que leur discours correspond à des tendances très profondes de l'idéologie américaine. Leurs appels en faveur d'une « croisade » en faveur de la démocratie et de la liberté, en particulier, rejoint l'idée d'une nation élue dont l'évidente mission (*Manifest Destiny*) est d'exporter, au besoin par la force, les valeurs américaines dans le monde. Leur exceptionnalisme, leur esprit missionnaire, correspond à une mentalité d'origine puritaine qui se caractérise, non pas tant par le messianisme que par le millénarisme.

Il faut ici rappeler que la religion civile américaine, notion développée par le sociologue

Robert N. Bellah, naît à la fois du protestantisme puritain et du déisme des Lumières, dans des conditions que les Européens ont toujours du mal à comprendre, car dans leur histoire religion et modernité ont eu du mal à se concilier. Aux Etats-Unis, loin de s'opposer à l'avènement de la démocratie, la religion lui a au contraire donné ses principaux fondements. La Bible et la Constitution sont devenus de pair des documents sacrés. Toute la force des Etats-Unis est d'avoir constitué la démocratie en religion politique et en politique religieuse, instituant ainsi le pouvoir politique en monothéisme abstrait.

C'est l'image biblique de la « cité sur la colline » (*a city on the hill*), évoquée par John Winthrop (mort en 1649) et à laquelle les Américains n'ont jamais cessé de revenir. « Nous sommes un peuple lié par un pacte avec Dieu », voilà ce que tous les hommes politiques américains, ou presque, n'ont cessé de répéter à l'occasion des innombrables « réveils » (*revivals*) qui ont marqué leur histoire. Cette idée que les Etats-Unis ne sont pas une nation comme les autres, mais à la fois le pays de la « liberté » (*land of the free*) et une nation « indispensable » à l'ordre mondial des choses, explique qu'outre-Atlantique, l'essentiel des discussions sur les questions de politique internationale se ramène à un débat pour savoir comment gérer l'exceptionnalisme américain : par un isolationnisme intransigeant ou un interventionnisme permanent ? Et c'est aussi la raison pour laquelle le mot « politique » n'a pas en Amérique le même sens qu'ailleurs. Pour les Américains, la politique, loin de représenter l'histoire en action, est une structure idéale orientée vers le futur, qui doit réaliser un « rêve ».

Depuis 1898, à l'époque où le président McKinley interprétait l'annexion des Philippines (et les massacres de civils qui s'ensuivirent) comme un signe de la Providence divine, et plus encore depuis 1918, date à laquelle la doctrine de Monroe, jusque là centrée sur le « grand espace » panaméricain, se transforme en principe universel légitimant l'avènement d'une puissance-monde unique, l'Amérique se considère comme responsable du devenir de l'humanité. C'est un millénarisme en ce sens que les Etats-Unis se considèrent investis d'une mission : réaliser sur Terre une sorte de modèle du Bien après avoir défait les forces du Mal, c'est-à-dire œuvrer à un avenir radieux pour l'humanité tout entière. Les premiers puritains venus d'Angleterre assimilaient déjà leur traversée à l'Exode, voyant dans la terre « vierge » du Nouveau Monde une Terre promise où ils allaient pouvoir vivre selon la Loi divine. Il en va de même de l'idée que ce qui vaut pour l'Amérique vaut aussi pour le reste du monde, si bien que les intérêts du genre humain sont nécessairement identiques à ceux des Etats-Unis, le droit et la morale ne faisant plus qu'un. Politique intérieure et politique extérieure sont dès lors la même chose. Dûment américanisé, le monde deviendra enfin compréhensible. L'universalisme est ici, plus que jamais, le masque de l'ethnocentrisme. En fin de compte, l'Amérique s'adore elle-même : la religion dominante, qui n'est liée à aucune dénomination particulière, est une religion des Etats-Unis. Dieu est Américain.

La théologie politique américaine repose sur cette idée que Dieu révélera au monde ceux qui ont obtenu sa grâce et les rendra prospères. La doctrine calviniste n'a ainsi jamais cessé d'être une arme idéologique pour la guerre d'agression, régulièrement présentée comme une « guerre juste » entreprise contre des criminels et des parias internationaux. C'est ce qui explique l'agressivité de l'impérialisme américain : quand l'ennemi n'est plus un adversaire normal, mais une figure du Mal, il devient légitime de le mettre hors humanité et de mener contre lui des guerres illimitées (dans l'ordre des moyens) et sans fin.

Comment expliquer leur ultra-sionisme ? Quelles sont les connexions politiques, idéologiques ou religieuses, entre le sionisme et le protestantisme de la classe politique américaine ?

Contrairement aux paléoconservateurs, chez qui la cause israélienne ne fait pas l'unanimité, tous les néoconservateur sont en effet des défenseurs inconditionnels d'Israël, qui leur apparaît comme l'allié le plus sûr pour le contrôle d'un Proche-Orient perçu comme fondamentalement inquiétant. Certains ont d'ailleurs des liens personnels étroits avec le Likoud, le parti de la droite israélienne. Quant à l'expression de « Nouveau Proche-Orient », elle a été employée pour la première fois par Condoleezza Rice en juin 2006 à Tel Aviv.

Je ne pense pas que cette position s'explique au premier chef par l'influence d'un lobby comme l'AIPAC ou par le fait qu'un certain nombre de néoconservateurs sont eux-mêmes d'origine juive. C'est plutôt, à mon avis, une conséquence naturelle du fait qu'un grand nombre d'Américains se considèrent, comme je viens de le dire, comme appartenant à un nouveau peuple élu. L'idée qu'une sorte de *translatio* historico-mystique a dévolu aux Etats-Unis le rôle d'une nouvelle Terre promise explique la sympathie inconditionnelle que la majorité des Américains vouent à l'Etat d'Israël, sympathie encore renforcée par l'existence d'un puissant mouvement « chrétien sioniste » (10 millions d'adhérents, 40 millions de sympathisants dans les milieux fondamentalistes). Cette sympathie, mise en forme par le théologien protestant Darby sous la forme de la « théorie de la dispensation », n'a toutefois pas empêché l'antisémitisme de se répandre dans l'Amérique des années 1930. Mais l'analogie ne vaut pas remplacement : les Américains ne se considèrent pas du tout comme le « véritable Israël » à la façon dont l'Eglise a pu le faire à l'époque de la théologie de la substitution. La « nouvelle Jérusalem » ne destitue pas l'autre.

Qu'est-ce que la « théorie du chaos » imaginée par l'un des théoriciens du néoconservatisme, Michael Ledeen ?

Michael Ledeen, ancien correspondant à Rome de *The New Republic* (on lui doit des livres sur le fascisme italien et une biographie de Gabriele D'Annunzio), passe aujourd'hui pour être lié la firme de consultants Benador Associates, fondée par Eliana Benador au lendemain des attentats du 11 septembre et qui compte de nombreux néoconservateurs parmi ses « experts ». En 1983, son ami Richard Perle l'avait fait embaucher au département de la Défense comme consultant sur le terrorisme. Dès l'année suivante, il entrait au Conseil national de sécurité. Il doit une partie de sa carrière à Paul Wolfowitz et Douglas Feith Beaucoup le considèrent comme un agent d'influence israélien, mais ses liens avec les services de renseignement, tant en Italie qu'aux Etats-Unis, lui ont aussi valu d'autres critiques.

On l'a crédité d'une théorie du « chaos créateur », en clair d'un projet planifié de longue date, consistant à instaurer au Proche-Orient un état de guerre et d'instabilité permanent qui permettrait aux Américains et aux Israéliens de redessiner la carte de la région en fonction de leurs objectifs géostratégiques. Ce plan comprend le démembrement de nombreux Etats proche-orientaux, à commencer par l'Irak, la Syrie, le Liban et l'Iran. Michael Ledeen a lui-même plusieurs fois dénoncé la notion de « stabilité » : « La véritable question n'est pas de savoir si l'on doit déstabiliser, mais comment déstabiliser ». Sa fille, Simone Ledeen, avait par ailleurs été nommée à l'automne 2003 conseillère au ministère des Finances du gouvernement d'occupation de Bagdad.

Pensez-vous, à titre personnel, comme nombre d'hommes libres en Amérique et aussi en Europe, que les néoconservateurs ont pu jouer un rôle dans l'organisation des événements du 11 septembre 2001 ?

Les événements du 11 septembre ont porté un coup terrible au millénarisme américain. Ils signifiaient que les forces du Mal pouvaient frapper à l'intérieur même de l'empire du Bien. Les Américains ont alors découvert leur vulnérabilité, et aussi leur incapacité d'apporter à cet événement une réponse dans le registre symbolique. Sur la façon dont se sont exactement déroulés ces événements, le moins qu'on puisse dire est qu'il demeure de sérieuses zones d'ombre. Nombreux sont ceux qui ont relevé les incohérences de la version officielle, ouvrant ainsi la voie à toutes sortes de spéculations plus ou moins dommageables pour les pouvoirs publics américains. Je suis conscient de ces incohérences, mais je suis aussi très réticent vis-à-vis des théories conspirationnistes. Si la version officielle est peu vraisemblable, les scénarios de rechange que l'on a proposés sont bien souvent tout aussi invraisemblables. Qui a vraiment joué un rôle dans ces attentats ? Pour l'heure, en fin de compte, personne ne le sait vraiment.

Ce qui est en revanche certain, c'est que l'écroulement des Twin Towers est venu à point nommé fournir à l'administration Bush le prétexte dont elle avait besoin pour se lancer dans sa fuite en avant. Les néoconservateurs ne s'y sont pas trompés. Le 20 septembre 2001, neuf jours seulement, après la destruction des tours, le Project for a New American Century (PNAC) adressait à George W. Bush une lettre ouverte, publiée dans le *Washington Times* et le *Weekly Standard*, pour lui demandait d'intervenir militairement en Afghanistan, d'éliminer Saddam Husein en Irak et de déclarer au « terrorisme global » une guerre que certains de ses signataires allaient bientôt qualifier de « quatrième guerre mondiale ». Partisans dès 1998 du renversement de Saddam Hussein, qu'ils avaient déjà demandé dans une lettre adressée à Bill Clinton, les néoconservateurs ont à coup sûr été les principaux inspirateurs de la guerre contre l'Irak lancée en mars 2003 par les Etats-Unis. Pour eux, la déstabilisation, voire la partition de l'Irak était un préalable indispensable à un remodelage général de la région plus conforme aux intérêts américano-israéliens.

Si les démocrates remportent les prochaines élections présidentielles en 2008, le règne et l'influence des néoconservateurs s'achèveront-ils ?

Dans un livre paru fin 2003, *An End to Evil*, Richard Perle et David Frum reconnaissaient déjà que le programme des néoconservateurs avait perdu de son élan. La détérioration de la situation en Irak, l'aggravation des difficultés de toutes sortes que connaissent aujourd'hui les Etats-Unis, a accéléré le mouvement. Beaucoup de néoconservateurs ont aujourd'hui préféré quitter l'administration Bush, quand ils n'ont pas tout simplement été congédiés. Les « néocons » n'ont en outre jamais été très bien vus au Pentagone ni par certains responsables des services de renseignement. C'est ce qui explique qu'ils aient aujourd'hui perdu de leur superbe et que leur influence soit déjà en baisse.

Il est très vraisemblable, quel que soit le résultat des prochaines élections, qu'ils ne retrouveront pas la position de force qui fut la leur pendant ces dernières années. Mais ce n'est pas une raison pour attendre grand chose du scrutin de l'an prochain. Même si les démocrates reviennent au pouvoir, les grandes constantes de la politique américaine seront toujours à l'œuvre. On doit également noter que Norman Podhoretz, l'un des néoconservateurs les plus agressifs, est aujourd'hui le conseiller pour les affaires internationales de Rudy Giuliani,

maire de New York et candidat à l'investiture républicaine pour la prochaine présidentielle. Enfin, plus qu'une force électorale, les « néocons » conservent une force intellectuelle réelle, appuyée sur des journaux comme *The Weekly Standard*, *The Wall Street Journal* ou *The New Republic*, et sur des *think tanks* influents comme l'American Enterprise Institute et le Project for a New American Century.

Les néoconservateurs américains ont-ils des émules, sinon des « clones », dans la classe politique, économique et médiatique de notre pays ?

En France, le néoconservatisme a bien entendu pu être reçu avec une certaine faveur dans les milieux atlantistes et pro-américains, et plus généralement par les milieux libéraux, mais je doute que cette sympathie manifeste un véritable accord de fond avec une doctrine qui reste quand même très spécifiquement américaine (et qui ne peut se comprendre, dans toutes ses dimensions, qu'en relation avec l'histoire des Etats-Unis). Parmi les néoconservateurs à la française, on peut quand même citer l'ex-communiste Yves Roucaute, professeur à Nanterre et auteur en 2005 d'un livre intitulé *Le néoconservatisme est un humanisme* (sic), ainsi que ses amis Laurent Murawiec et Guy Millière. Roucaute est le président de l'Institut de l'Europe Libre, qui compte aussi parmi ses dirigeants des représentants du Hudson Institute de Washington et de la revue *Azure* de Jérusalem. Ajoutons-y la revue *Le Meilleur des mondes*, fondée en 2006 sous la direction de Michel Taubmann et Olivier Rubinstein, à laquelle collaborent André Glucksmann, Alexandre Adler, Romain Goupil, Pascal Bruckner, Frédéric Encel, Antoine Basbous, Pierre Rigoulot, Jacques Tarnero, Elisabeth Schemla et quelques autres. Soit l'équivalent de quelques bataillons médiatiques, mais au total pas grand monde.